

Précaution de lecture : cette fiche statistique est le reflet des valeurs observées en 2021 en matière de création d'entreprise. Une partie des évolutions annuelles constatées s'expliquent par un effet de base lié aux variations plus au moins fortes de la dynamique entrepreneuriale (à la baisse puis à la hausse) engendrées par la crise sanitaire en 2020 dans chaque territoire. Cette dynamique entrepreneuriale hors effet de crise est étudiée dans la note d'analyse annuelle.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et les emplois créés	page 7
5. Focus départements	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)	page 10
8. Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 11
9. Note méthodologique	page 12

La création d'entreprise dans la région en 2021 : principaux résultats

- 275 206 entreprises ont été créées en Île-de-France en 2021, soit 28 % des nouvelles entreprises de l'année en France.
- La création d'entreprise a augmenté de + 9 % par rapport à 2020 en Île-de-France, contre + 21 % en France métropolitaine hors Île-de-France et + 17 % dans l'ensemble du pays.
- Dans cette région, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les entreprises classiques : + 5 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre + 18 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- La région compte 225 créations pour 10 000 habitants, contre 125 en France métropolitaine hors Île-de-France et 149 dans l'ensemble du pays.
- A minima, 23 958 emplois ont été créés dans la région par les 6 431 nouvelles entreprises qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 58 % de la création totale d'entreprise de la région. Les trois premières sont :
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 36 774 créations (- 5 %) ;
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 31 325 créations (+ 7 %) ;
 - autres services personnels n.c.a. (9609Z) avec 7 902 créations (+ 71 %).
- Les 3 activités avec les plus fortes hausses du nombre de créations sont :
 - édition de journaux (5813Z) avec 574 créations (+ 545 %) ;
 - formation continue d'adultes (8559A) avec 2 912 créations (+ 194 %) ;
 - action sociale sans hébergement n.c.a. (8899B) avec 800 créations (+ 184 %).
- 153 entreprises ont été créées en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; soit 0 % des créations de la région), 7 747 en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 3 %), 3 887 dans les Petites villes de demain (PVD ; 1 %) et 12 077 dans les communes Actions coeur de ville (ACV ; 4 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 200 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2019 (dernière année disponible). Il est de 177 en France métropolitaine hors Île-de-France et de 181 en France entière.
- 26 935 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2019 (dernière année disponible), soit 10 % de la création totale d'établissement dans le secteur marchand non agricole de la région (264 581).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs de la région et de la France

Année 2021	Île-de-France	France métropolitaine hors Île-de-France	France entière
Créations d'entreprises	275 206	694 175	995 868
Micro-entrepreneurs ^a	169 897	458 261	641 543
Entreprises classiques	105 309	235 914	354 325
Stock d'entreprises^b	1 376 403	3 926 570	5 495 045
Taux de renouvellement (%) ^c	200	177	181
Évolution annuelle (%)			
Créations d'entreprises	+ 9,3	+ 20,6	+ 17,4
Micro-entrepreneurs ^a	+ 4,7	+ 21,6	+ 17,0
Entreprises classiques	+ 17,6	+ 18,5	+ 18,1
Création dans les territoires "aidés"			
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	153	92 482	105 562
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	7 747	179 547	213 781
Petites villes de demain (PVD)	3 887	67 446	74 895
Actions coeur de ville (ACV)	12 077	83 588	103 309
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	26 935	38 702	64 222
Création pour 10 000 habitants			
Toutes communes confondues	225	125	149
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	106	96	99
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	171	118	124
Petites villes de demain (PVD)	145	100	105
Actions coeur de ville (ACV)	186	127	141
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	172	112	124

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-2 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2019.

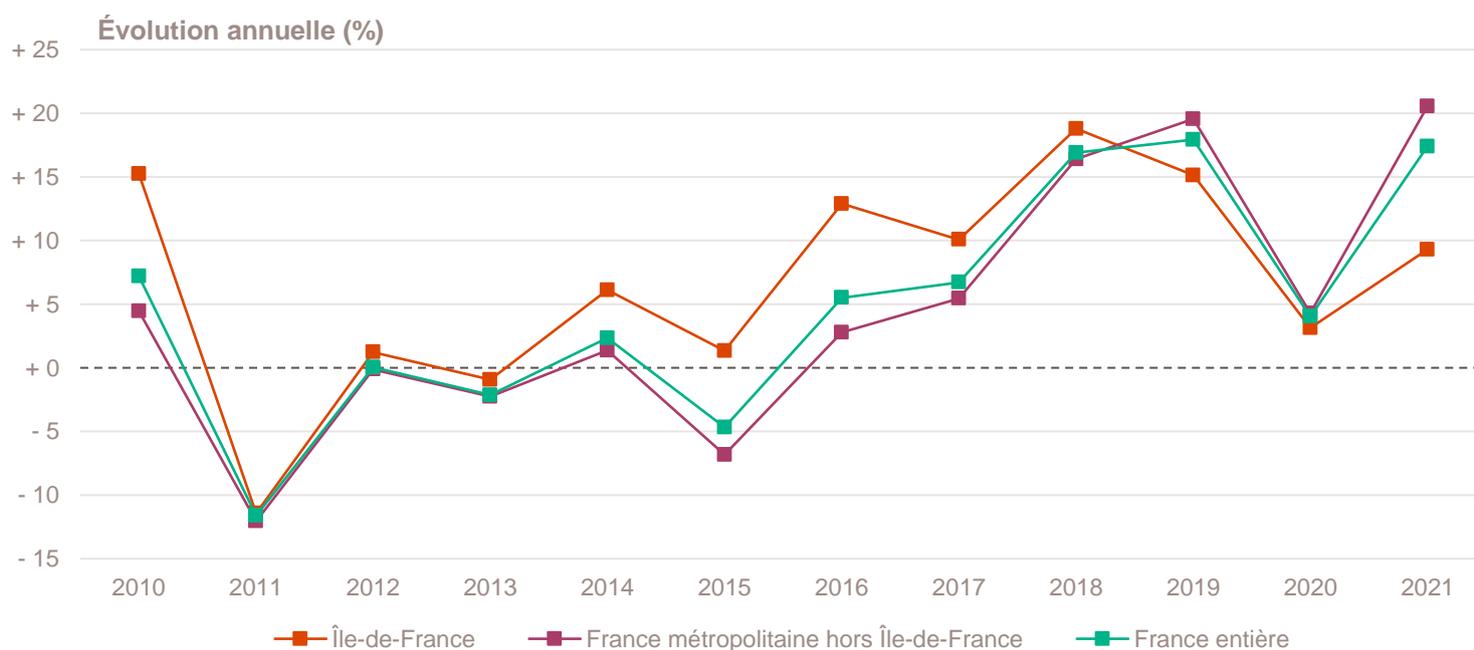
c. Le taux de renouvellement correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations en 2021 sur le stock d'entreprises existantes à la fin 2019 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs du document qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2019 (dernière année disponible). Les données par QPV, sont communiquées dans les fiches départementales. Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2010



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (‰)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	22 431	119	+ 2,0	+ 1,4	40,6
Industrie	5 778	135	+ 3,9	+ 2,9	60,9
Construction	16 653	115	+ 1,3	+ 1,0	33,6
Activités de type commerce	56 513	165	+ 7,0	+ 3,3	56,2
Commerce de détail	20 188	176	- 1,8	+ 2,2	53,8
Commerce de gros	9 601	136	+ 5,6	+ 1,8	46,0
Commerce de bouche ^a	573	83	+ 27,1	+ 3,9	25,0
Commerce et réparation automobiles	4 144	187	+ 10,1	+ 7,3	37,5
Hébergement	499	71	+ 13,4	+ 6,7	28,7
Restauration	7 678	131	- 10,6	+ 8,5	46,4
Services en direction des personnes	13 830	221	+ 38,9	+ 2,4	80,0
Activités de type services	196 262	233	+ 10,9	+ 8,1	65,8
Immobilier	9 338	160	+ 19,7	+ 8,5	32,7
Transports et entreposage	47 564	536	- 1,7	+ 29,9	81,5
Activités scientifiques et techniques	63 836	227	+ 12,0	+ 5,8	68,6
Activités de soutien aux entreprises	12 768	178	+ 13,1	+ 2,9	56,1
Information et communication	21 818	214	+ 19,6	+ 4,1	57,8
Enseignement	14 262	274	+ 35,3	+ 5,0	82,8
Arts, spectacles et activités récréatives	8 312	196	+ 4,3	+ 6,4	58,5
Santé humaine et action sociale ^b	9 355	102	+ 7,2	+ 5,3	58,5
Activités financières et d'assurance	9 009	168	+ 28,7	+ 7,7	17,3
Activités des sociétés holding	3 208	112	+ 25,8	+ 5,0	0,0
Total Île-de-France	275 206	200	+ 9,3	+ 6,2	61,7

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

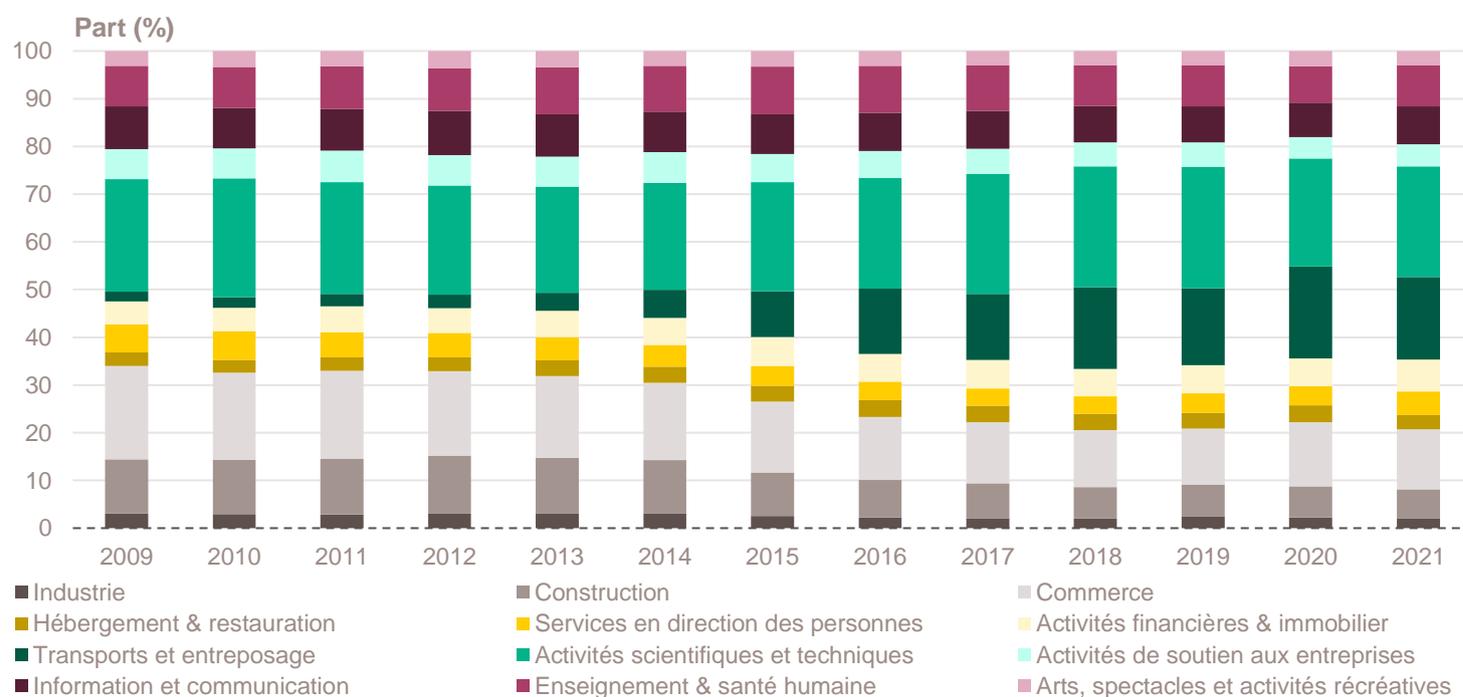
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2021, 275 206 entreprises ont vu le jour en Île-de-France, un nombre en hausse de +9,3 % par rapport à 2020, pour une évolution annuelle moyenne de +6,2 % entre 2009 et 2020. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur transports et entreposage, avec 536 nouvelles entreprises en 2021 pour 1 000 entreprises existantes en 2019 dans ce secteur (200 sur l'ensemble de la région, tous secteurs confondus).

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

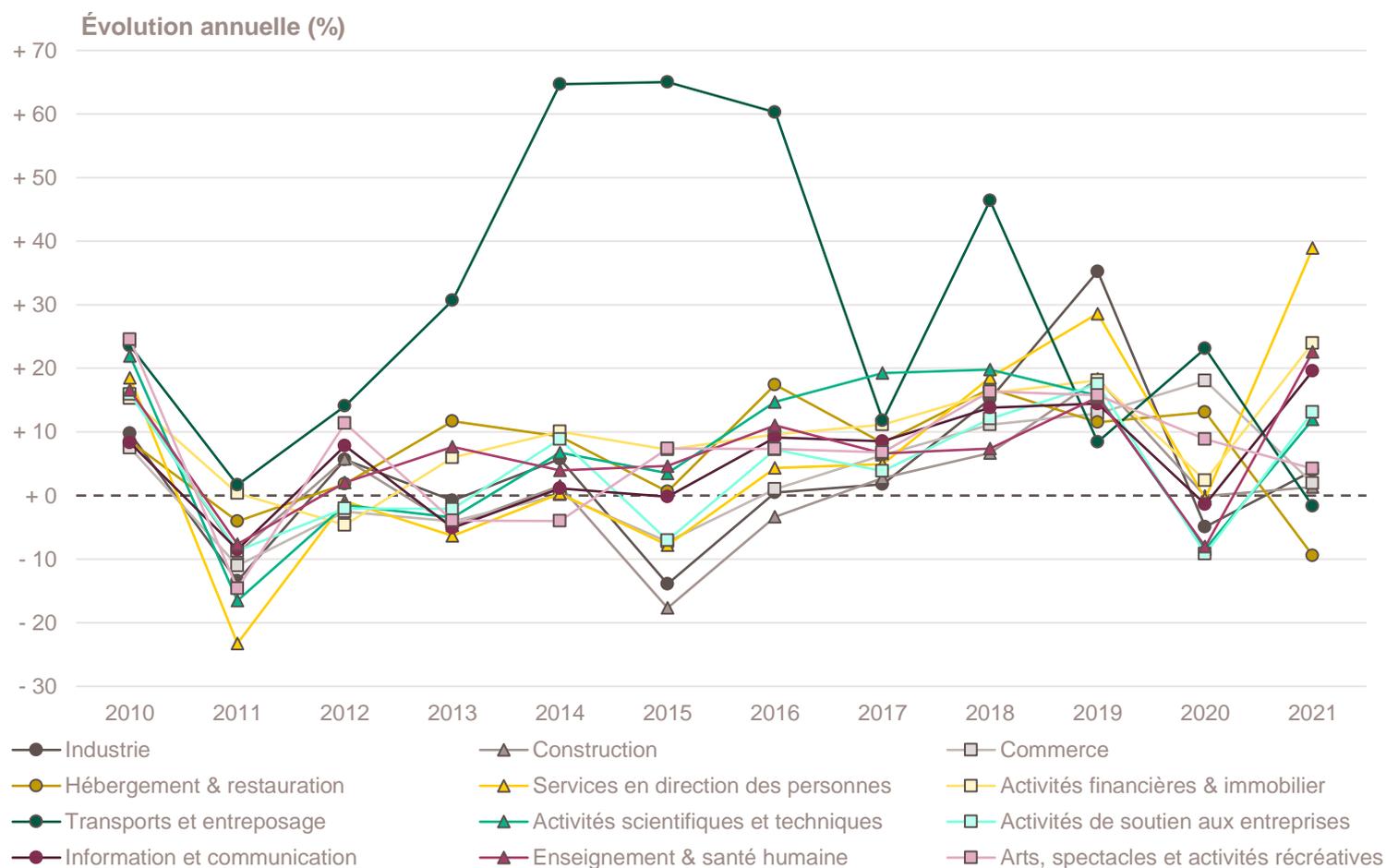
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2009



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2010



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	36 774	- 4,9	+ 80,5
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	31 325	+ 7,1	+ 8,8
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	7 902	+ 71,4	+ 5,5
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	7 650	+ 44,5	+ 7,0
7410Z - Activités spécialisées de design	6 994	+ 43,2	+ 2,8
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	6 849	+ 8,1	+ 23,2
6201Z - Programmation informatique	6 313	+ 9,9	+ 6,2
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	6 279	+ 48,7	+ 3,0
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	6 273	+ 55,3	+ 9,8
8559B - Autres enseignements	5 727	+ 12,2	+ 13,9
5610C - Restauration de type rapide	4 820	- 11,4	+ 13,9
4791A - Vente à distance sur catalogue général	4 720	- 31,2	+ 19,0
6831Z - Agences immobilières	4 574	+ 11,5	+ 14,8
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	3 686	+ 2,2	+ 4,8
6910Z - Activités juridiques	3 304	+ 23,9	+ 2,8
6420Z - Activités des sociétés holding	3 208	+ 25,8	+ 5,5
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	3 204	+ 7,4	+ 11,5
7112B - Ingénierie, études techniques	3 052	- 5,4	+ 4,3
4321A - Travaux d'installation électrique dans tous locaux	2 924	+ 3,9	+ 4,8
8559A - Formation continue d'adultes	2 912	+ 193,8	- 10,7

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
5813Z - Édition de journaux	574	+ 544,9	+ 5,3
8559A - Formation continue d'adultes	2 912	+ 193,8	- 10,7
8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.	800	+ 183,7	+ 14,0
8899A - Autre accueil ou accomp. sans hébergement d'enfants et d'adolescents	265	+ 176,0	+ 47,3
5912Z - Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	507	+ 162,7	- 6,0
9604Z - Entretien corporel	984	+ 114,8	- 7,0
4774Z - Comm. de dét. d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spé.	197	+ 103,1	+ 10,4
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	7 902	+ 71,4	+ 5,5
9002Z - Activités de soutien au spectacle vivant	889	+ 62,2	+ 1,0
8560Z - Activités de soutien à l'enseignement	743	+ 58,1	+ 22,1
6499Z - Autres acti. de serv. financiers, hors assur. et caisses de retraite, n.c.a.	211	+ 57,5	+ 8,7
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	6 273	+ 55,3	+ 9,8
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	257	+ 52,1	+ 10,5
3299Z - Autres activités manufacturières n.c.a.	389	+ 51,4	+ 2,4
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	6 279	+ 48,7	+ 3,0
8211Z - Services administratifs combinés de bureau	1 691	+ 47,2	+ 10,7
4729Z - Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	260	+ 46,9	- 2,0
8299Z - Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	2 380	+ 46,6	+ 0,5
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	7 650	+ 44,5	+ 7,0
7410Z - Activités spécialisées de design	6 994	+ 43,2	+ 2,8

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 178 créations d'entreprises en Île-de-France.

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
8891A - Accueil de jeunes enfants	509	- 47,3	+ 30,8
4339Z - Autres travaux de finition	463	- 37,9	+ 2,3
7320Z - Études de marché et sondages	278	- 32,7	+ 3,9
8219Z - Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	748	- 31,8	- 1,7
1813Z - Activités de pré-press	306	- 31,7	+ 2,6
4782Z - Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	559	- 31,6	- 6,1
4791A - Vente à distance sur catalogue général	4 720	- 31,2	+ 19,0
4771Z - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	703	- 28,0	+ 0,4
5630Z - Débits de boissons	312	- 25,0	+ 10,5
7311Z - Activités des agences de publicité	932	- 23,0	+ 0,8
7990Z - Autres services de réservation et activités connexes	265	- 23,0	+ 2,8
8621Z - Activité des médecins généralistes	521	- 22,9	+ 6,4
4312A - Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	186	- 21,8	+ 8,4
1413Z - Fabrication de vêtements de dessus	653	- 21,6	+ 3,6
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	2 084	- 20,7	+ 12,5
4799A - Vente à domicile	224	- 20,6	- 9,3
8622C - Autres activités des médecins spécialistes	507	- 19,7	+ 6,4
5811Z - Édition de livres	400	- 18,5	+ 8,2
7490B - Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	2 571	- 17,4	+ 9,1
8230Z - Organisation de foires, salons professionnels et congrès	685	- 16,8	+ 1,8

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 178 créations d'entreprises en Île-de-France.

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
Entreprises individuelles	188 993	68,7	+ 5,6	+ 7,2
Micro-entrepreneurs	169 897	61,7	+ 4,7	+ 8,6
Entreprises individuelles classiques	19 096	6,9	+ 14,2	- 0,4
Sociétés	86 213	31,3	+ 18,3	+ 4,0
SARL & EURL	16 786	6,1	+ 10,5	- 8,2
SAS & SASU	66 438	24,1	+ 20,9	+ 22,1
SCI	224	0,1	+ 10,3	- 3,5
Autres ^a	2 765	1,0	+ 10,6	+ 1,8
Total Île-de-France	275 206	100,0	+ 9,3	+ 6,2

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

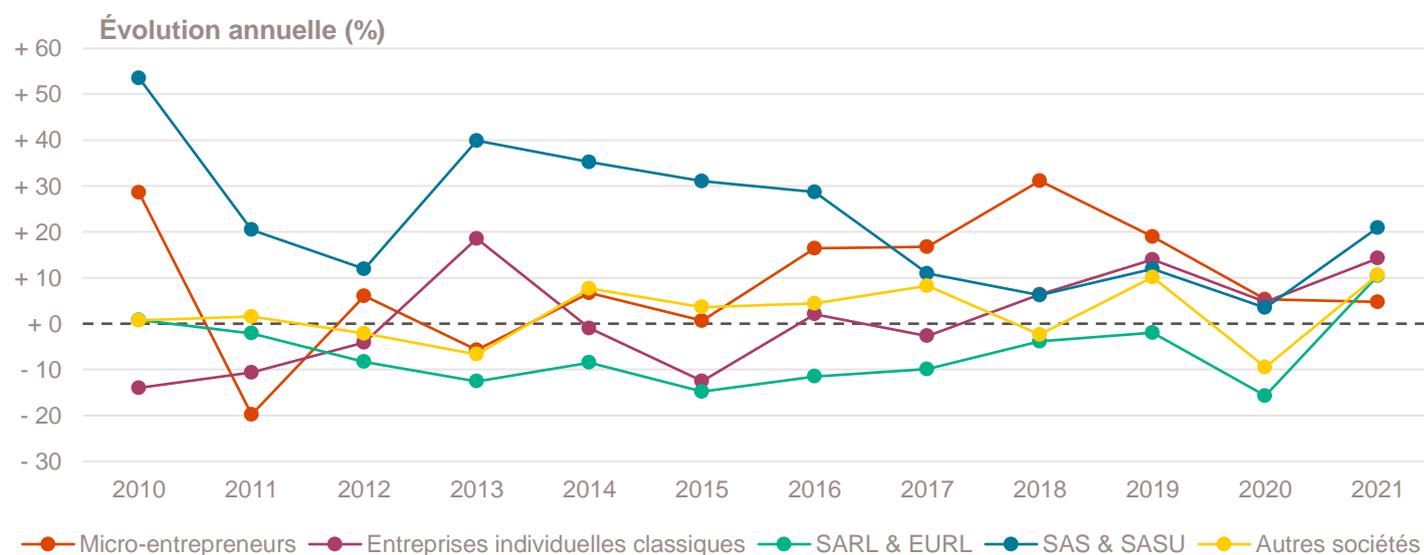
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2009



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2010



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et les emplois créés

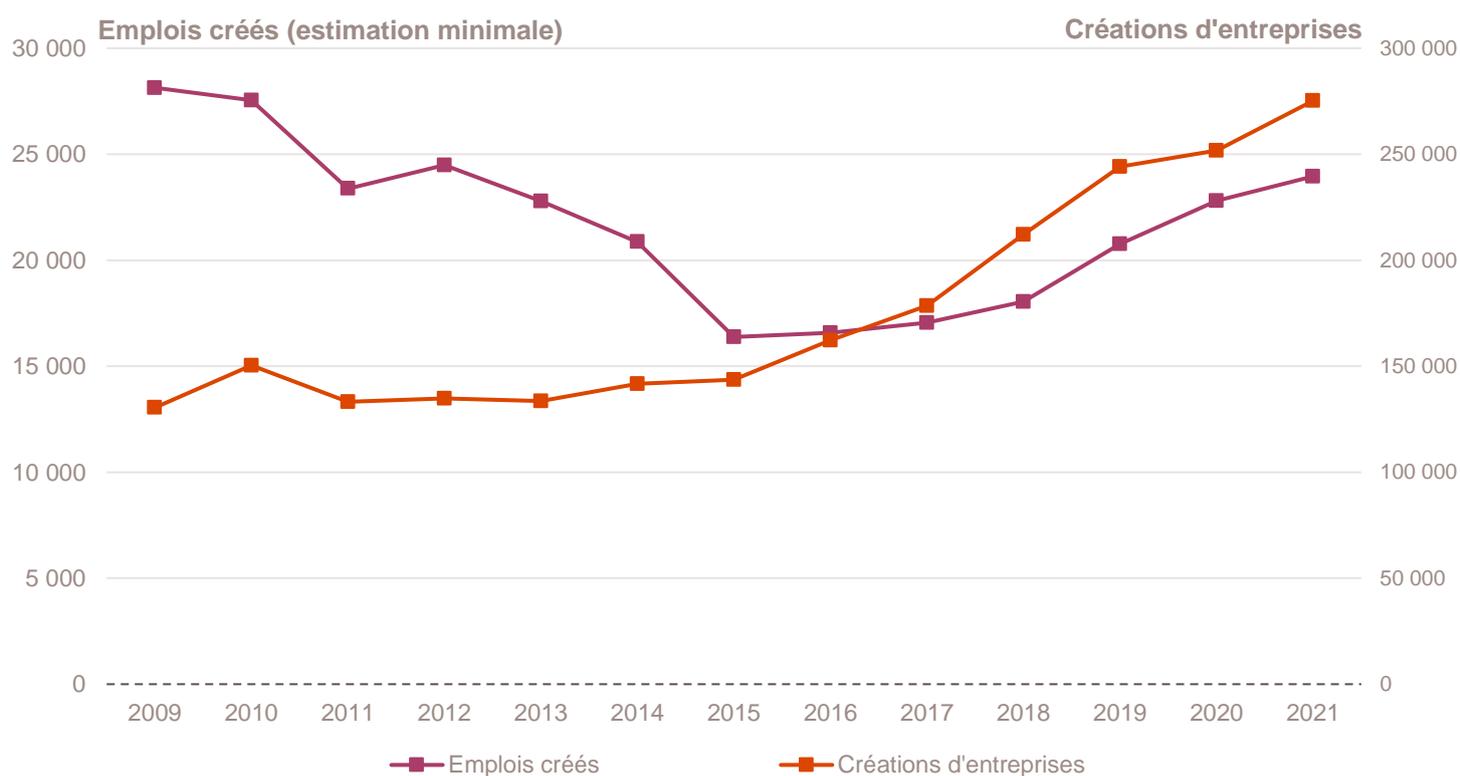
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	268 775	97,7	+ 9,4	+ 6,6
Employeuses	6 431	2,3	+ 5,0	- 3,2
1 à 2 salariés	3 996	1,5	+ 2,8	- 3,6
3 à 5 salariés	590	0,2	+ 12,8	- 6,9
6 à 9 salariés	192	0,1	+ 26,3	- 4,2
10 salariés et plus	1 653	0,6	+ 5,9	+ 0,0
Total Île-de-France	275 206	100,0	+ 9,3	+ 6,2

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique la tranche du nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans la région.

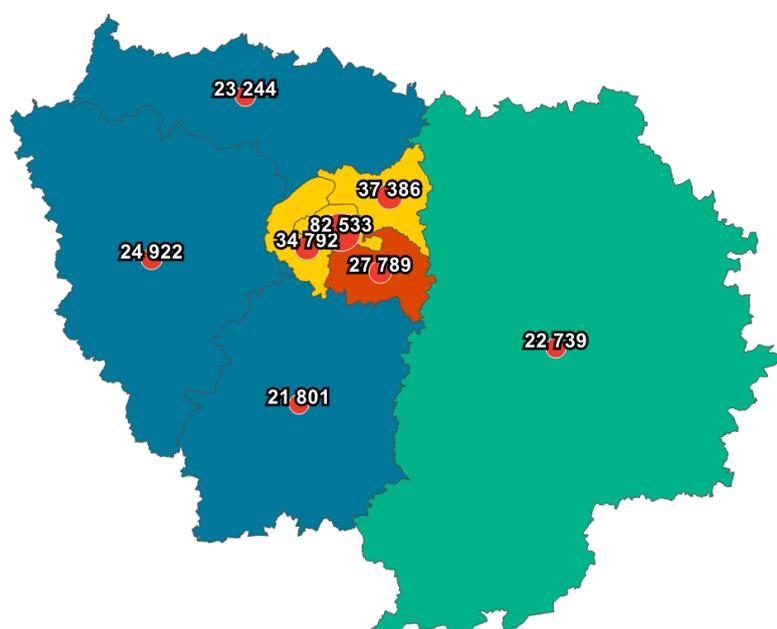
Lecture : en 2021, au moins 23 958 emplois ont été créés en Île-de-France par les entreprises créées dans l'année, soit une hausse de + 5 % par rapport à 2020 et une baisse de - 1,9 % en moyenne tous les ans entre 2009 et 2020.

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus départements

Carte régionale de la création d'entreprise par département et son évolution

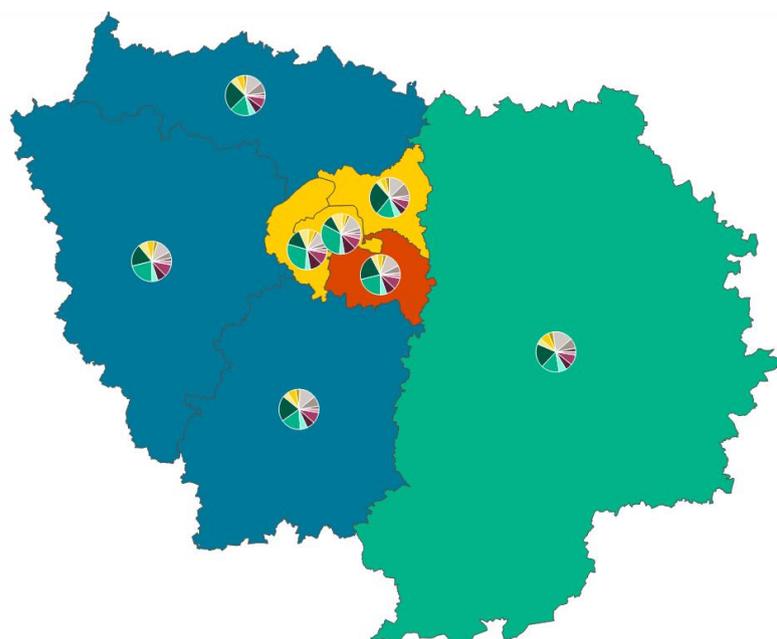


Évolution du département par rapport à sa région



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).
Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

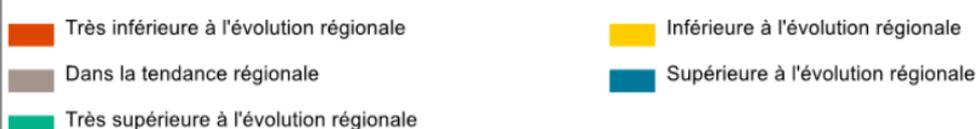
Carte régionale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par département



Répartition par secteur d'activité



Évolution du département par rapport à sa région



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).
Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

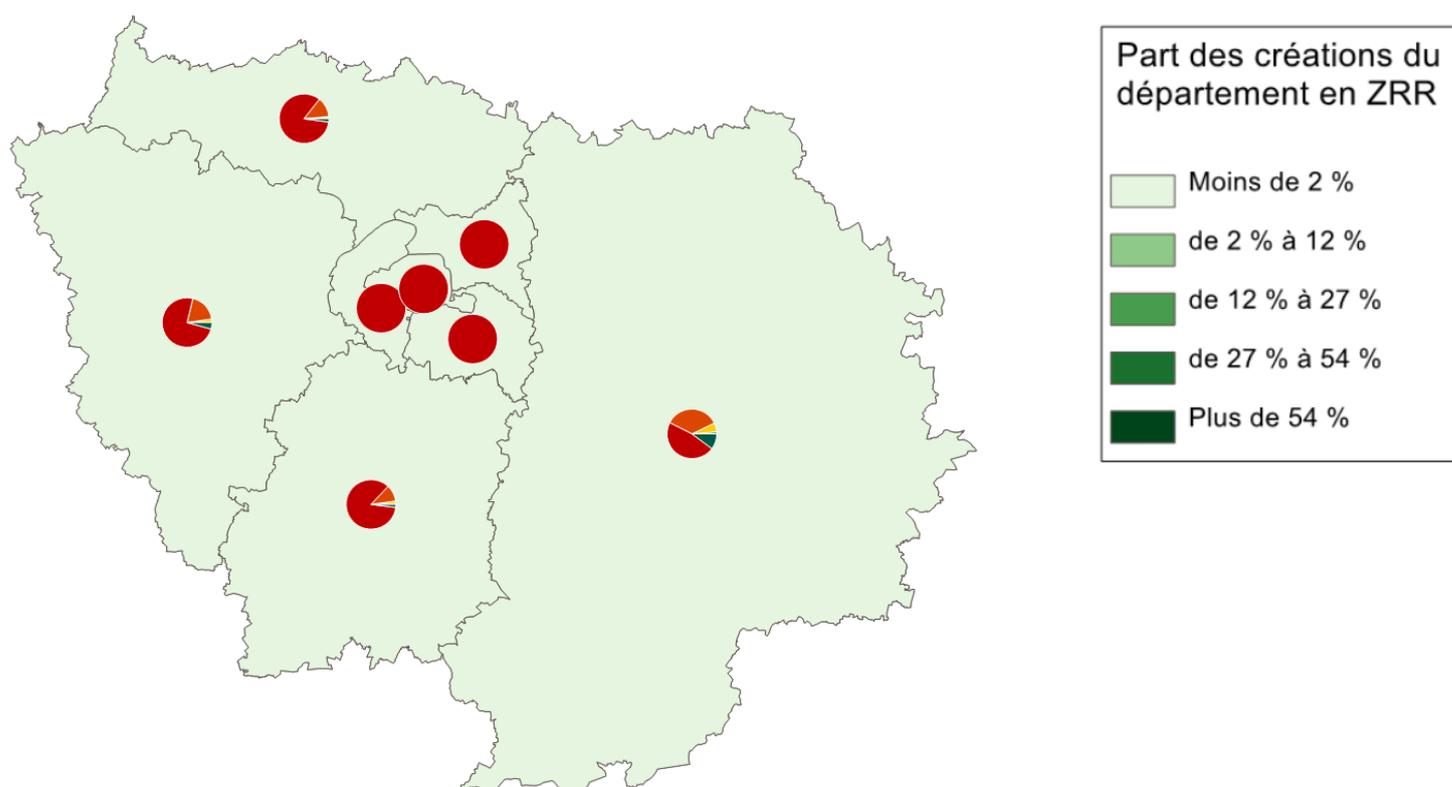
Création d'entreprise par type de commune

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part de la création en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Taux de renouvellement (%)
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale éloignée peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique très peu dense	465	0,2	9,0	+ 25,3	+ 2,4	171
Rurale périphérique peu dense	4 291	1,6	2,6	+ 16,4	+ 2,8	178
Bourg	0	0,0	---	---	---	---
Petite ville	2 566	0,9	0,0	+ 20,0	+ 3,4	174
Urbaine périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine dense	18 142	6,6	0,0	+ 21,0	+ 4,8	210
Urbaine très dense	249 742	90,7	0,0	+ 8,3	+ 6,4	200
Total Île-de-France	275 206	100,0	0,1	+ 9,3	+ 6,2	200

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte régionale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Type de commune		
Rurale éloignée très peu dense	Rurale éloignée peu dense	Rurale périphérique très peu dense
Rurale périphérique peu dense	Bourg	Petite ville
Urbaine périphérique peu dense	Urbaine dense	Urbaine très dense

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Zones de revitalisation rurale (ZRR)

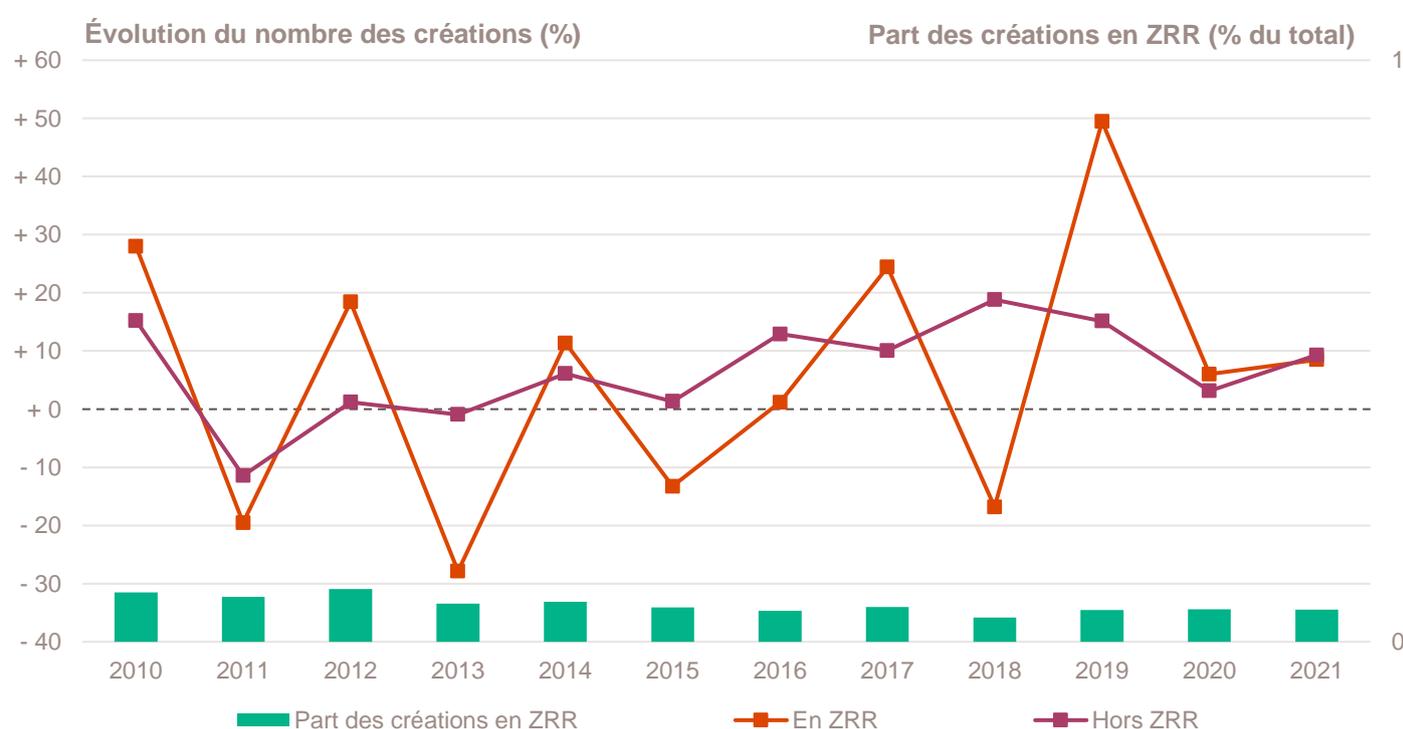
Création d'entreprise dans les ZRR

Année 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2009-2020 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Créations en ZRR	153	0,1	+ 8,5	+ 3,2	166
Créations hors ZRR	275 053	99,9	+ 9,3	+ 6,2	200
Total régional	275 206	100,0	+ 9,3	+ 6,2	200

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise dans les ZRR depuis 2010



Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 10 des activités porteuses de la création d'entreprise dans les ZRR

Top 10 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part %
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	10	6,5
4322A - Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8	5,2
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	8	5,2
4399C - Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	7	4,6
5610C - Restauration de type rapide	7	4,6
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	6	3,9
9602B - Soins de beauté	6	3,9
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	5	3,3
4511Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	4	2,6
4520A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	4	2,6

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement en QPV par département

Année 2019	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (‰)
Paris	3 558	249	268
Seine-et-Marne	976	108	369
Yvelines	1 370	129	334
Essonne	2 015	134	337
Hauts-de-Seine	1 762	171	357
Seine-Saint-Denis	11 662	188	282
Val-de-Marne	2 189	153	386
Val-d'Oise	3 403	160	297
Total QPV en Île-de-France	26 935	172	301

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements d'entreprises au cours de l'année 2019 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2019, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour la région.

Champ : Île-de-France, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), des résultats des recensements de la population (RP) et des données sur les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), tous les quatre mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR), en Action cœur de ville (ACV), en zones d'Aide à finalité régionale (AFR) et les Petites villes de demain (PVD) ; et de la base de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'Éducation nationale (MENJS) pour la typologie des communes.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Ils concernent la région Île-de-France.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2021.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2021.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'oeuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces créations d'entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), et de se baser sur un minimum, la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une création dans la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de création

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans la région. Ce chiffre varie donc pour chaque région.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

2009 comme année d'ancrage

En complément du taux de croissance annuel, le taux de croissance annuel moyen sur 2009-2019 est communiqué dans la plupart des tableaux. Cette information permet de comparer l'évolution sur la dernière année par rapport à l'évolution annuelle sur le long terme. L'année 2009 est choisie comme année d'ancrage, car il s'agit d'une année charnière, d'une part, avec l'introduction du régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur) et, d'autre part, avec le retournement de cycle lié à la crise de 2008.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 18/02/2022.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, Fiche statistique pour l'année 2021. Bpifrance Création, février 2022. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)